

Pôle services vétérinaires
Service : santé, protection animale et environnement
Bureau : protection de l'environnement, sous-produits
et alimentation animale

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 29/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCEA ELEVAGE DE LA SOUDE

51320 SOUDRON

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement SCEA ELEVAGE DE LA SOUDE implanté 51320 SOUDRON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA ELEVAGE DE LA SOUDE
- 51320 SOUDRON
- Code AIOT : 0055100341
- Régime : Autorisation

La SCEA Elevage de la Soude exploite un élevage de porcs de type naisseur-engraisseur soumis au régime de l'autorisation sur le territoire de la commune de Soudron.

Références réglementaires :

- * Arrêté préfectoral n° 98 A 112 IC du 19 novembre 1998 autorisant la SCEA AGRIPORC CHAMPAGNE à exploiter une porcherie de 6840 animaux à Soudron.
- * Donné acte n° 2001-08 du 15 janvier 2001 concernant les modifications qu'apporte la SCEA AGRIPORC CHAMPAGNE à son élevage de porcs à Soudron avec la construction d'un bâtiment de quarantaine et le passage des effectifs sans changement du nombre à 8920 animaux-équivalents-porcs lié aux changements intervenus dans la nomenclature.
- * Arrêté préfectoral complémentaire n° 2003-APC-79-IC du 31 juillet 2003 concernant les prescriptions complémentaires pour la SCEA AGRIPORC CHAMPAGNE à Soudron.
- * Arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-APC-17-IC du 29 janvier 2008 relatif à la modification du plan d'épandage de la SCEA AGRIPORC CHAMPAGNE à Soudron.

* Donné acte n° 2009-129 du 24 novembre 2009 concernant la modification du plan d'épandage par la mise à disposition du parcellaire modifié de la SCEA la Naulx à Dommartin-Lettée.

* Donné acte n° 2014 143 du 19 décembre 2014 concernant la restructuration des deux site de Bergère-lès-Vertu et de Soudron appartenant à la SCEA AGRIPORC CHAMPAGNE.

* Donné acte n° 2017-110 du 30 août 2017 concernant la reprise de la SCEA AGRIPORC CHAMPAGNE par l'ELEVAGE DE LA SOUDE, la mise à jour des effectifs porcins sur les sites de Bergères-lès-Vertu et de Soudron et la modification du plan d'épandage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Composition du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-c	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des mentions sont manquantes sur le cahier d'épandage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "« Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : 1. Les superficies effectivement épandues ; 2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. [...] »"
Constats : Vu un bordereau de livraison de lisier sur lequel sont notés le nom du fournisseur et du destinataire, la parcelle réceptrice, le volume de lisier épandu, la quantité d'azote correspondante et la date d'épandage. Des mentions sont manquantes : - le jour d'épandage en complément du mois - le mode d'épandage, - le délai d'enfouissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Composition du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-c
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Le plan d'épandage est constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 ; - lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ; - d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'ilot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (ilot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ;[...] <p>L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées."</p>
<p>Constats : Vus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la carte de localisation des parcelles à jour, - le parcellaire à jour des prêteurs de terres, - la convention d'épandage conclue entre l'exploitant et deux prêteurs de terre.
Observations : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : /